

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**YVES MADELINE**

Zone Industrielle Route de Domfront  
61100 Flers

Références : UDRD.2024.03.T.207.MAG.BrJ  
Code AIOT : 0005801527

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement YVES MADELINE implanté ZA DES CAMPEAUX rue Ambroise Paré 76360 BARENTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement, l'inspection s'est rendue le 19 mars 2024 sur le site de la société Yves Madeline situé ZA des Campeaux à BARENTIN (76360).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- YVES MADELINE
- ZA DES CAMPEAUX rue Ambroise Paré 76360 BARENTIN
- Code AIOT : 0005801527
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société Yves Madeline est autorisée par arrêté préfectoral du 14 mars 2003 modifié à exploiter une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses, relevant de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est visé par l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dites "IED" pour ses activités de transit de déchets dangereux, rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
6	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
7	augmentation tonnages déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 26/05/2016, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la visite, l'inspection a vérifié les installations électriques dans le cadre de l'action régionale 2024 portant sur cette thématique. Aucune non-conformité n'a été constatée.

Les déchets dangereux sont installés dehors, dans des cuves ou des bennes en fonction de leurs compositions liquides ou solides. Ces installations ne nécessitent pas l'utilisation d'électricité. Le dernier rapport de vérification des installations électriques concerne les bureaux et le hangar (ce dernier sert uniquement d'hivernage pour les camions, diverses réparations, il n'y a pas de stockage de déchets dangereux à l'intérieur).

L'inspection a contrôlé les registres de déchets par sondage afin de s'assurer de la traçabilité des déchets entrants et sortants. Aucune non-conformité n'a été constatée lors de ce contrôle.

L'exploitant indique rester sur les quantités actuelles pour son installation (124 tonnes).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques» ... Les dispositions du point A sont applicables au 1 <sup>er</sup> juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  Le contrôle des installations électriques est réalisé tous les ans, le dernier date du 28 août 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1 <sup>er</sup> juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  Dans le rapport du 24 août 2023, on peut lire dans le paragraphe limite d'intervention générale " <i>nous n'avons pas eu l'autorisation de couper le courant</i> ". L'exploitant a précisé que les installations classées ne sont pas concernées par ce contrôle électrique, puisque l'activité ne nécessite pas d'être alimentée électriquement. En effet, le site ne dispose pas d'atelier, le stockage de déchets étant en extérieur dans des cuves ou des bennes. Le contrôle électrique se limite ainsi aux bâtiments de bureaux et au hangar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
<b>Constats :</b>  Le rapport ne fait pas état de non-conformité, il indique des préconisations (observations récurrentes). Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il fera le nécessaire afin de lever les observations, et indiquera à l'inspection le plan d'action mis en œuvre. L'exploitant indique ne pas avoir été destinataire de l'attestation Q18.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'identifie pas de zone ATEX dans son installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat général visuel des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »  ...

Les dispositions du point A sont applicables au 1 <sup>er</sup> juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  Comme indiqué précédemment, aucune installation électrique n'est identifiée au niveau des stockages de déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.  En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.  Les dispositions du présent article sont applicables au 01/01/2025
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient un registre chronologique des déchets entrants et sortants, il saisit également les flux de déchets dans le logiciel Trackdéchets. L'exploitant connaît l'état de ses stocks en temps réel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : augmentation tonnages déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2016, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modification
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société est autorisée à exploiter une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux répertoriée dans la nomenclature des installations classées sous les rubriques : 3550 - Stockage temporaire de déchets dangereux - A - 1 cuve de 8 cellules de 3 m <sup>3</sup> soit 24 m <sup>3</sup> , 1 cuve de 40 m <sup>3</sup> , 4 bennes de 15 m <sup>3</sup> soit un total d'environ 124 tonnes.

2718-1 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux - A - 1 cuve de 8 cellules de 3 m<sup>3</sup> soit 24 m<sup>3</sup>, 1 cuve de 40 m<sup>3</sup>, 4 bennes de 15 m<sup>3</sup> soit un total d'environ 124 tonnes.  
2716 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte - NC – 1 cuve de 20 m<sup>3</sup>, 4 bennes de 15 m<sup>3</sup> soit un total de 80 m<sup>3</sup>.

**Constats :**

L'inspectrice note que le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le projet d'extension évoqué lors de la visite du 10 septembre 2021 n'est plus d'actualité. La quantité de déchets dangereux reste à 124 tonnes.

**Type de suites proposées :** Sans suite